ALLOCUTION DE L'HONORABLE RAKOTOMALALA MIARINTSOA LORS DU DEBAT GENERAL SUR LE THEME : EGALITE DES SEXES ET PARLEMENTS SENSIBLES AU GENRE ; MOTEURS DU CHANGEMENT POUR UN MONDE PLUS RESILIENT ET PACIFIQUE.

KIGALI-RWANDA-OCTOBRE 2022

Monsieur le Président,

Chers Collègues parlementaires

Excellences, Mesdames et Messieurs,

C'est à la fois un plaisir et un honneur pour moi de représenter mon parlement et ma Présidente, Madame RAZANAMAHASOA Christine dont je vous transmets ses excuses pour son absence à cette 145eme Session de l'Union Interparlementaire.

Nos discours sur le thème de notre débat général doivent se traduire à des activités concrètes relatives au genre et à la paix.

Chacun de nos parlements peut, par diverses manières, soutenir des projets parascolaires, des camps de leaderships et d'autonomisation des jeunes filles et des jeunes garçons. Nous pouvons également prévoir des fonds dans nos finances publiques pour financer des projets qui œuvrent en faveur de l'égalité du genre. L'égalité des sexes n'est pas seulement un droit humain fondamental mais c'est aussi une condition nécessaire pour l'instauration d'un monde pacifique, prospère et durable.

Pour mettre fin aux inégalités basées sur le genre, l'implication de tous est indispensable.

Nous pouvons rétablir l'égalité homme femmes en favorisant les stages professionnels des jeunes filles, en les invitant à être formées par des femmes modèles, celles qui ont réussi dans leur parcours professionnel ou dans la vie tout court. Il faut préparer des garçons à être des alliés des filles. On n'est pas complètement homme tant qu'on ignore les femmes. Soutenons-nous les coudes afin d'arriver à cette égalité car tout marche par pair.

Que serait l'homme sans la femme ou inversement, la femme sans l'homme ?

Le rôle du parlement, c'est d'abord de ratifier les Convention internationales en la matière, voter les lois en faveur de l'égalité entre le genre et surtout de bien contrôler leur mise en œuvre effective à travers le suivi des actions du gouvernement, la sensibilisation, les campagnes d'information et les actions contre les pratiques traditionnelles ou ancestrales perpétuant cette inégalité entre les hommes et les femmes.

C'est la condition sine qua non pour un monde plus résilient et pacifique.

Au niveau du parlement malagasy, nous travaillons inlassablement en faveur de cette égalité. Le bilan à mi-parcours de notre législature le prouve.

Nous avons ratifié presque toutes les Conventions internationales sur l'égalité homme-femme. Nous sommes actuellement sur le point d'étudier le Protocole de Maputo qui constitue une avancée considérable pour les femmes africaines. Son article 14 pose cependant quelque problème pour certaines opinions. Une loi nationale sur l'interdiction de la violence basée sur le genre sous l'impulsion de la Première Dame est actuellement en vigueur et mise strictement en application.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le droit des femmes repose également sur la solidarité et la coopération internationale. Sa mise en œuvre effective nécessite un partenariat mondial, des politiques cohérentes ainsi qu'une coordination et des approches intégrées à tous les niveaux. La communauté internationale doit agir de concert, dans un esprit d'unité et du multilatéralisme renouvelé afin de créer un environnement mondial favorable à l'émancipation des femmes. Supprimons ensemble les obstacles structurels et culturels pour que toutes les femmes quel que soit les pays bénéficient d'un développement équitable et durable de leurs personnalités.

Pour terminer, j'aimerais insister sur le rôle prometteur des jeunes dans l'établissement de la paix et de la sécurité. Souvent la violence, l'insécurité et la pauvreté sont associées à la jeunesse. Toujours dans le cadre de la solidarité et de la coopération internationale, envisageons ensemble un

vaste programme à l'échelle mondiale, d'une formation à des compétences pratiques et aux soutiens sociaux afin de repositionner la jeunesse comme une force positive pour le changement, la paix et la sécurité. Cette stratégie mettra fin à la stigmatisation des jeunes en situation difficile dans nos grandes villes, à la violence dans les rues et créera un sentiment d'appartenance et un certain statut social pour les jeunes du milieu défavorisé.

Sur un tout autre point mais toujours dans le cadre de notre ordre du jour, les changements climatiques sont bien là. A mesure que leurs effets s'intensifient, ce sont les enfants et les jeunes d'aujourd'hui qui en subiront les conséquences.

Les jeunes du monde entier doivent se mobiliser comme jamais auparavant. Nous devons mettre toutes nos compétences technologiques et autres pour prendre position en faveur de l'action climatique.

C'est l'une des raisons pour lesquelles l'éducation est primordiale pour bâtir une société juste et prospère.

Le changement climatique aura un impact grave à notre agriculture.90% de nos compatriotes vivent en milieu rural. Faute de mesure adéquate, la famine nous frappera encore l'année prochaine et cela dans un contexte de préparation des élections présidentielles.

En tant que membre de l'UIP, nous sollicitons la solidarité et la coopération face à cette situation dans la mesure où la sécurité alimentaire reste primordiale dans la préservation de la paix et la sécurité.

Je vous remercie de votre attention.